

nous dire si tous les pays, ou presque, qui sont mentionnés à l'article 6, page 63, de l'Accord international de 1967 sur les céréales, ont signé la convention?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas pouvoir dire tous. Un certain nombre l'ont signée et je suis sûr que tous l'auront fait dans le délai prévu.

L'ÉNERGIE

LE COLUMBIA—LE PAIEMENT DE L'INTÉRÊT SUR LA PRIME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre peut-il dire à la Chambre quel succès il a remporté jusqu'ici pour recouvrer les 12 millions de dollars auxquels le gouvernement de la Colombie-Britannique a droit pour avoir terminé plus tôt le barrage Duncan, et l'intérêt du montant auquel le gouvernement provincial prétend avoir droit?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne crois pas la question admissible comme étant urgente aujourd'hui.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

AJOURNEMENT À 5 HEURES LE VENDREDI 10 NOVEMBRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au leader du gouvernement à la Chambre. Comme nous sommes à peu près convenus de nous ajourner demain, à cinq heures, pour une raison très valable, le leader de la Chambre accepterait-il de proposer un ordre de la Chambre à cet égard?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur, si l'on est d'accord sur cet ajournement, demain à cinq heures. Nous comptons poursuivre demain la deuxième lecture du projet de loi sur la peine capitale et nous ajourner à cinq heures. Si l'on est d'accord, on peut dès maintenant présenter cette proposition sous la forme d'un ordre de la Chambre.

M. l'Orateur: En est-il ainsi ordonné?

Des voix: Oui.

M. l'Orateur: Il est ordonné que la Chambre s'ajourne demain, vendredi, à cinq heures de l'après-midi.

[M. McLelland.]

LES FINANCES

LES STIMULANTS FISCAUX ET L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. En raison de ce qui semble être la première étape d'un mouvement vers la parité des salaires entre le Canada et les États-Unis, qui exigera une productivité très accrue pour permettre à nos industries de soutenir la concurrence des industries américaines plus considérables, le gouvernement songerait-il à accorder sans tarder des stimulants fiscaux destinés à accroître la productivité comme il convient?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je doute que des stimulants fiscaux constituent la meilleure façon d'accroître la productivité. A mon avis, les politiques du gouvernement visant à améliorer la formation, la mobilité, les progrès techniques et la recherche scientifique sont de beaucoup supérieures.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire. Le ministre croit-il que ses politiques produisent l'effet souhaité à l'heure actuelle? Si oui, personne d'autre au Canada ne partage son avis.

M. l'Orateur: A l'ordre. La question supplémentaire du député prête à controverse.

L'ÉTABLISSEMENT, DE CONCERT AVEC LES PROVINCES, D'UN ORDRE DE PRIORITÉ DANS LES DÉPENSES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Le gouvernement prendra-t-il l'initiative de proposer l'établissement d'un ordre de priorité dans les dépenses conjointement avec les provinces, lors de la prochaine réunion avec les ministres provinciaux des finances?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je m'attends que nous nous entretiendrons avec les provinces la semaine prochaine. Nous prendrons sûrement l'initiative, qu'elles suivront j'espère, de réduire nos demandes sur nos marchés financiers.

LA PÊCHE

LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE POUR L'ÉTUDE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): J'aimerais poser une question au ministre des